ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Israël et territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 2493

Texte de la question

PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT

M. le président. La parole est à M. Jean Bardet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Maxime Gremetz. Rendez-nous Debré !

M. Patrick Roy. Debré reviens !

M. Jean Bardet. Monsieur le ministre des affaires étrangères et européennes ; la reprise des négociations directes entre Palestiniens et Israéliens a fait naître un nouvel espoir de paix au Moyen-Orient. Je dis bien " un espoir ", car l'expérience du passé permet d'être, sinon sceptique, du moins dubitatif. Malheureusement, la non-reconduction du moratoire sur les colonisations, que le Président de la République a dénoncée hier, vient accréditer mon pessimisme. La venue du Président palestinien, Mahmoud Abbas et son entretien avec le Président de la République ont permis à celui-ci de réaffirmer le rôle que la France et l'Europe entendaient tenir dans le processus de paix.

Le Président de la République a annoncé, hier, la venue, à Paris, de M. Mahmoud Abbas et de M. Benyamin Netanyahu pour préparer le sommet de l'Union pour la Méditerranée prévu fin novembre. À cette occasion, ils parleront aussi de la paix. Cependant, monsieur le ministre, le temps joue contre la paix, laissant le champ libre aux extrémistes de tout bord qui tendent toujours à faire échouer les tentatives des hommes et des femmes de bonne volonté. La semaine dernière, douze jeunes ont été reçus au ministère des affaires étrangères en présence du président Accoyer et de mon collègue Claude Goasguen. Ces jeunes palestiniens et israéliens, âgés de quinze à dix-huit ans, veulent faire la paix avec beaucoup de générosité. Alors, ne les décevons pas !

Le processus de paix apparaît à nouveau dans l'impasse. Quelles initiatives la France entend-elle prendre pour faire rebondir les discussions ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.)*

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Plusieurs députés du groupe SRC. Au revoir ! Au revoir !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes.* Monsieur le député, vous avez résumé l'initiative de la France, mais il n'y a pas que cela. *(Plusieurs députés du groupe SRC chantent : " Ce n'est qu'un au revoir ! ")*

La semaine dernière, nous attendions tous de savoir, avec l'Assemblée générale des Nations unies, jusqu'à dimanche soir si les Israéliens décideraient ou non de la poursuite du moratoire. Il ne s'est rien passé ; donc, il n'y a pas eu d'arrêt du moratoire. Mais tout indiquait, en même temps, que les constructions allaient reprendre. Dans ces conditions, la sagesse du Président Abbas a été de dire qu'il convoquait la réunion, le samedi 3 octobre, de la Ligue arabe. De son côté, le Premier ministre Netanyahu a demandé aux colons de rester calmes. Ce n'est, bien entendu, pas suffisant, mais, à cela, s'ajoute cette initiative française : la préparation à Paris, dans le courant du mois d'octobre, de la réunion de l'Union pour la Méditerranée, prévue en novembre.

Est-ce suffisant ? Non ! Néanmoins c'est le meilleur choix pour poursuivre les négociations directes. N'oubliez pas que ce n'est que le 3 septembre que les négociations indirectes ont commencé et que les négociations directes se sont déroulées à Washington, où nous n'étions pas, à Charm el-Cheikh et à Jérusalem où nous n'étions pas présents non plus.

Plusieurs députés du groupe SRC. Où étiez-vous ?
M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères.* Le rôle des États-Unis est évidemment irremplaçable, mais il n'est pas exclusif. La France prend une initiative qui appuiera ce processus de paix dont nous attendons beaucoup ! Et c'est autre chose que des cris ridicules ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Jean Bardet
Circonscription : Val-d'Oise (3e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2493
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 septembre 2010
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 septembre 2010